

Info Marne

SOMMAIRE *(cliquez sur l'article)*

Édito : on prend les mêmes et on recommence	1
Urgence humanitaire à Mayotte : L'Indécence d'une politique d'expulsion...	2
Création du comité départemental pour l'emploi : Objectif zéro chômeur ?.....	2
Châlons-en-Champagne : Nov'Habitat : Petite mobilisation mais grande urgence .	3
Reims : Aux TUR les salariés ne lâchent rien.....	3
Élections TPE : la CGT loin devant !	4

Édito : on prend les mêmes et on recommence



C'est avec un mélange d'incrédulité et d'exaspération que nous accueillons la nomination du nouveau gouvernement dirigé par François BAYROU. À première vue, cette alliance semble être un choix stratégique, mais elle rappelle étrangement le film culte « Le Jouet », écrit par Francis VEBER en 1976. Dans ce film, un riche homme d'affaires achète un jouet, dont il peut jouer à sa guise, tandis que l'enfant du film doit naviguer dans un monde d'adultes aux motivations souvent égoïstes.

Aujourd'hui, il semble que notre jeune président ait reçu son propre « jouet ». BAYROU, avec sa réputation d'homme politique en quête de consensus, apparaît comme un outil précieux pour le président, lui permettant de poursuivre sa politique tout en mimant une forme de représentation et de diversité. Comme l'enfant du film, BAYROU joue un rôle, piégé par les attentes de son bienfaiteur. La question qui se pose alors est la suivante : à quel prix cette alliance est-elle réalisée ?

De plus, l'intégration de personnalités soi-disant de gauche dans ce gouvernement soulève des interrogations quant à leur véritable influence sur les décisions politiques. Ces personnalités qui n'ont de gauche que le pouce de leur main droite.

Des figures qui n'osent pas évoluer dans le paysage politique, comme si leur seule mission était de donner une illusion de diversité au sein d'une équipe qui, en réalité, reste très proche des canons politiques traditionnels. L'arrivée de ce nouveau gouvernement soulève de nombreuses questions sur l'orientation politique réelle qui sera prise et sur les véritables sujets que nos élus, désormais affiliés à un gouvernement centriste, choisiront de porter. Les luttes sociales, l'urgence climatique et les inégalités grandissantes restent des préoccupations de fond qui méritent d'être abordées avec sérieux et engagement.

En somme, ce gouvernement BAYROU nous invite à réfléchir à ce que signifie réellement notre démocratie. Serons-nous les spectateurs passifs d'un jeu de société politique où les pions glissent sur un plateau bien gardé, ou bien deviendrons-nous les acteurs d'un changement réel ? La balle est dans notre camp, et il est temps de s'organiser pour que notre voix soit entendue, avant que ce jouet ne devienne, pour les citoyens, une simple distraction.

Ghislain BRIDE, secrétaire général de l'UD CGT de la Marne



27 décembre 2024

#91

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne

15, boulevard de la Paix
BP 11215

51058 Reims Cedex

Tél. 03 26 88 23 04

udcgt51@laposte.net

www.udcgt51.fr



Urgence humanitaire à Mayotte

L'Indécence d'une politique d'expulsion

Les récents événements tragiques survenus à Mayotte à la suite du cyclone Chido révèlent une situation dramatique et inacceptable. Les secours ne sont toujours pas parvenus jusqu'aux bidonvilles ravagés par la tempête, où des êtres humains sont potentiellement encore en train de mourir, ensevelis sous les décombres. Des milliers d'habitants de l'île vivent actuellement sans accès à l'eau, ni nourriture, dans un état de détresse alarmante.

Pourtant, face à cette crise humanitaire, Emmanuel MACRON semble concentré sur une seule préoccupation : expulser davantage de migrants. Cette indifférence face à la souffrance humaine est tout simplement indécente. Il a déclaré vouloir créer un changement durable pour Mayotte, affirmant que « l'on ne veut plus de ces bidonvilles ». Bien que cette intention puisse sembler louable, elle soulève de nombreuses questions. Quel est le prix à payer pour obtenir une telle transformation ?

La stratégie du gouvernement, notamment avec les opérations Wuambushu, consiste à raser les abris précaires de milliers de familles sans offrir de solutions de logement pérennes. Cela n'a pour effet que de forcer ces familles vers des situations encore plus précaires et désespérées. Ce projet de « reconstruction » de Mayotte, qui s'accompagne d'une volonté de renforcer la lutte contre l'immigration clandestine, pose question. Qui sont les véritables bénéficiaires de ces mesures ? Pour les Mahorais, cela signifie souvent un avenir incertain engagé dans le dénuement.

Face aux critiques et aux témoignages d'habitants durant sa visite, Emmanuel Macron a eu l'audace de répondre : « Je ne peux pas laisser dire que l'État aurait ici démissionné ». Une déclaration insupportable, surtout dans un contexte où les Mahorais luttent contre des conditions de vie déjà catastrophiques. Avant même le cyclone, 77 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté, tandis que les enfants ne fréquentaient l'école que sporadiquement en raison du manque d'établissements.

Cette situation n'est pas seulement le reflet d'une gestion défaillante de la crise, mais aussi d'un

manque de respect pour les droits et la dignité des personnes, mis à mal par une communication et une gestion de l'urgence plus que problématiques.

La décence impose un changement de ton et de cap radical. Un jour de deuil national ne suffira pas à masquer les défaillances d'un État en pleine dérive. La CGT appelle solennellement le gouvernement à prendre conscience de l'urgence humanitaire à Mayotte et à agir avec dignité et respect envers ses habitants. Il est impératif que les droits fondamentaux soient respectés et que toute mesure prise tienne compte du bien-être des populations, plutôt que de prioriser des politiques d'expulsion déshumanisantes.

Nous ne pouvons rester silencieux face à cette indifférence. Ensemble, exigeons des solutions concrètes et justes pour les Mahorais. La solidarité et l'humanité doivent guider notre action collective. [Lien cagnotte](#)

Création du comité départemental pour l'emploi :

Objectif zéro chômeur ?



Un nouveau comité mis en place par le Préfecture pour faire suite à la Loi n°2023-1196 du 16 décembre 2023 pour le plein emploi. Pour comprendre leur objectif, voici quelques informations à toutes fins utiles.

L'état transformé en super-héros de l'emploi pour piloter le parcours des chômeurs, surtout pour ceux qui galèrent à trouver un job, parce qu'il faut bien filer un coup de main à ceux qui risquent de devenir champions de canapé. Pour les entreprises et les filières avec des politiques taillées sur mesure, genre coach perso pour valoriser les emplois pénibles et sous-payés. Et pour les territoires avec des projets qui rassemblent, afin d'éviter que certains fassent bande à part.

Avec les lois de 2014, 2015 et la nouvelle pépite de 2023 pour le plein emploi, on passe la seconde ! Exit Pôle Emploi, bienvenue à France Travail, la version 2.0 du service public de l'emploi.

De nouveaux super-pouvoirs pour fédérer les missions locales, Cap Emploi et tout le gratin de l'écosystème de l'emploi. Mais ils vont continuer à donner des missions aux services privés chercheurs d'emplois rémunérés selon leur efficacité, ils se concentrent de ce fait sur les chômeurs les plus diplômés avec un CV bien rempli.

Une nouvelle gouvernance qui se veut « simplifiée » entre l'Etat et les collectivités qui jouent la co-présidence en mode dream team, ça fait rêver !

Des méthodes inédites pour des résultats rapidement visibles, il va falloir travailler plus pour chercher du boulot, et une organisation territoriale à plusieurs niveaux :

- ▶ **Local** : les communes devront se mettre d'accord pour agir vite et bien, mais avec peu de moyens
- ▶ **Départemental** : focus sur ceux qui ont le plus besoin d'un coup de pouce, les allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) sont déjà ciblés avec une obligation d'activité de 15 à 20 heures par semaine. Le 1^{er} janvier 2025, ils seront automatiquement inscrits à France Travail avec une obligation de faire un Contrat d'Engagement Réciproque (CER) ou un Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi (PPAE). Les conseils départementaux ayant la charge des bénéficiaires du RSA applaudissent des deux mains ce projet ambitieux et au diable la solidarité et l'entraide sociale !
- ▶ **Régional** : une coordination avec une touche d'élégance, parce qu'il faut tout planifier pour briller.

En bref, les comités territoriaux débarquent ! Leur objectif, aligner tout ce petit monde pour optimiser les résultats. Avec les DREETS (direction régionale du travail) et les DDETS-PP (direction départementale du travail) en coulisses pour gérer le chantier, ils visent le plein emploi avant les élections de 2027. Un plan ambitieux où il est à craindre que la radiation des demandeurs d'emploi, par conséquent la suppression des allocations, soit la solution la plus radicale pour atteindre l'objectif zéro chômeur...

Châlons-en-Champagne : Nov'Habitat : *Petite mobilisation mais grande urgence*

La régularisation de charges 2023 n'en finit pas de faire des vagues ([voir Info Marne n°87](#)). Vendredi 20 décembre, à l'occasion du conseil d'administration, une trentaine de locataires se sont rassemblés devant le siège de Nov'Habitat pour protester contre les rappels de charges allant parfois jusqu'à 3 000 euros ! Plusieurs milliers d'étalements ont été sollicités, mais le flou demeure sur les raisons précises de ces rappels.

Pour l'instant le président de Nov'Habitat campe sur ses positions (« on ne vole personne » a-t-il déclaré) mais la CNL (Confédération Nationale du Logement) et la CGT ne comptent pas en rester là. Rendez-vous à la rentrée de janvier pour la reprise du dossier. ([Lire l'article de l'Union](#)). ([Communiqué de l'Union Locale CGT Châlons](#))

Reims : *Aux TUR les salariés ne lâchent rien*



Dimanche 22 décembre, le réseau des transports urbains de Reims a été paralysé en raison de l'entêtement d'Arnaud ROBINET, président du Grand Reims, qui se targue de ne pas vouloir rencontrer les représentants du premier syndicat de l'entreprise dont il a tutelle. Conséquence, 50% des salariés étaient en grève et le réseau largement impacté.

Dans le même temps, face à cet aveuglement du maire de Reims, la CGT des TUR s'est adressée directement au Sous-Préfet de Reims, afin qu'il prenne les dispositions qui s'imposent pour assurer la sécurité sur le réseau, tant des usagers que des salariés. ([lire le courrier au sous-préfet de Reims](#)).

Notons que dans les quartiers populaires où le maire de Reims fait sa tournée pré-électorale, il se fait régulièrement interpellé par les Rémois victimes de son désintérêt pour ce qui n'est pas la

vitrine de l'hyper-centre, en particulier en matière de mobilité. Incapable de répondre aux questions, il se réfugie derrière les experts le plus souvent présents pour lui cirer les pompes.

Une bonne nouvelle toutefois dans ce constat morose : la suppression de l'absurde terminus à Gare-Centre après les congés de fin d'année, ce qui va non seulement améliorer la vie des usagers des quartier Nord de Reims mais aussi les conditions de travail des salariés. La CGT qui avait soutenu cette revendication en faisant signer une pétition et en appelant à la grève se félicite de cette première victoire.

Elections TPE :

La CGT loin devant!



Les élections professionnelles dans les Très Petites Entreprises (TPE) se sont déroulées du 25 novembre au 9 décembre 2024.

Ce scrutin a permis aux salariés de ces entreprises de moins de 11 salariés, ainsi que les Assistantes maternelles, de choisir leurs représentants syndicaux.

Avec 27,67 % des suffrages exprimés, la CGT reste la première organisation syndicale dans ce secteur, devançant de 13 points la deuxième

organisation syndicale. Ce résultat est le fruit d'un travail de terrain important, porté par des militantes et militants déterminés à faire entendre la voix des salariés. Leur engagement est à saluer, car il témoigne d'une mobilisation sans faille pour défendre les droits des travailleurs et travailleuses des TPE.

Cependant, cette victoire ne doit pas occulter un constat inquiétant : **l'abstention massive. Seules 4,07 % des personnes inscrites sur les listes électorales ont participé au vote, soit 209 831 votants sur plus de 5,4 millions d'inscrits.** Ce taux historiquement bas interroge sur l'accessibilité du vote et l'intérêt que les salariés portent à ces élections.

Ce résultat rappelle à la CGT l'importance de poursuivre son travail de proximité avec les salariés des TPE. **Informé, sensibiliser, et convaincre restent des défis majeurs pour combattre l'abstention et renforcer la représentation syndicale.**

Cette situation appelle à une réflexion collective sur les moyens de redonner du sens et de la visibilité à ces élections. Malgré ce contexte, la CGT tient à féliciter et remercier chaleureusement les militantes et militants qui ont porté cette campagne. Leur dévouement et leur travail sur le terrain sont la preuve que la solidarité syndicale reste une force essentielle pour faire avancer les droits des salariés, quelle que soit la taille de leur entreprise.

La CGT continuera à porter les revendications des salariés des TPE et à se battre pour une répartition plus juste des richesses et une amélioration des conditions de travail pour toutes et tous.

N'attendez pas !

Organisons-nous !

Syndiquez-vous !

www.cgt.fr

